

La collaboration pour des paysages de production durables

Aider les entreprises et les autres parties prenantes
à travailler ensemble



Juin 2020

À propos de Proforest et du Programme sur les paysages de production

Proforest est une organisation indépendante portée par une mission particulière axée sur des approches concrètes de développement durable dans les filières agricoles et forestières de production et d'approvisionnement. Elle aide les entreprises à prendre des mesures dans leur propre chaîne d'approvisionnement et avec un rayon d'action plus large pour engendrer des retombées sociales et environnementales bénéfiques dans les territoires de production. Elle encourage les entreprises à collaborer avec d'autres acteurs, qu'il s'agisse de leurs homologues, d'instances publiques ou d'organisations de la société civile. Elle établit ainsi les bases d'une mobilisation des entreprises autour de l'enjeu du développement durable à l'échelle de filières et de paysages entiers, par-delà leurs chaînes d'approvisionnement particulières.

Le Programme sur les paysages de production (PPP) a été mis en place en juillet 2018 avec le soutien de l'aide publique au développement du Royaume-Uni (UK Aid) dans le cadre du Programme pour la gouvernance forestière, les marchés et le climat. Il vise à aider le secteur privé à aligner son action en matière de lutte contre la déforestation et d'autres problématiques de développement durable sur les politiques et les initiatives nationales et territoriales des pouvoirs publics et de la société civile.

À propos de la REDD+

La Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+) est un mécanisme élaboré par les parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ce mécanisme attribue une valeur financière au carbone stocké dans les forêts en rémunérant les pays en développement en contrepartie de la réduction des émissions liées à la déforestation et de leur investissement dans des trajectoires bas carbone favorables au développement durable. Outre l'enjeu de la déforestation et de la dégradation des forêts, il prend aussi en compte la contribution de leur conservation et de leur gestion durable, ainsi que l'augmentation de la capacité de stockage du carbone forestier. Plusieurs initiatives publiques mentionnées dans ce document ayant été entreprises dans le cadre des programmes nationaux de REDD+, les entreprises peuvent chercher à mettre leur action en cohérence avec ces mécanismes importants dans leurs pays respectifs.

© Proforest 2020

La reproduction de ce texte à des fins éducatives ou dans tout autre but non commercial est autorisée sans l'accord préalable de Proforest et à condition que toute citation mentionne la source, qu'elle la reproduise textuellement et dans un contexte qui n'en déforme pas l'intention.

Photo de la couverture : Formation d'agents de vulgarisation agricole intervenant dans les régions d'Ashanti et de Brong-Ahafo au Ghana ; visite de la pépinière de Juaben Oil Mills par l'équipe de Proforest. Crédit : Proforest, 2018.

Présentation du Programme sur les paysages de production

Un nombre grandissant d'entreprises dont les chaînes d'approvisionnement comportent des ressources naturelles et agricoles s'attachent à rendre leur production plus durable en œuvrant pour un approvisionnement responsable. Par exemple, elles peuvent agir pour enrayer la déforestation, améliorer les conditions de travail, soutenir les petits exploitants et respecter les droits humains. Une collaboration étroite avec d'autres entreprises, les organismes publics et les organisations de la société civile est souvent cruciale pour le respect de leurs engagements et la maximisation des impacts.

Le Programme de Proforest sur les paysages de production vise à aider les entreprises à harmoniser leur engagement et leur action en faveur du développement durable avec les mécanismes mis en place par les pouvoirs publics et la société civile dans les paysages

de production des matières premières. Au travers d'initiatives pilotes et d'études de cas en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, Proforest a élaboré des recommandations pratiques en appui à ces actions de collaboration (voir encadré).

Le présent document présente des études de cas concernant les pays d'intervention. Elles montrent que ces recommandations en 10 étapes peuvent être adaptées aux conditions locales dans l'optique de renforcer les relations entre les entreprises et de les aider à harmoniser leurs activités avec les mécanismes actuels mis en œuvre par les pouvoirs publics. Ces réalisations indiquent aussi que la coopération crée un terrain favorable, grâce auquel les entreprises sont susceptibles d'investir dans des initiatives locales à l'échelle du paysage, tout en étant propice à une action d'envergure.

Dix étapes pour réussir son implication dans une initiative à l'échelle du paysage

Le document intitulé *S'impliquer dans les initiatives à l'échelle du paysage : guide pratique pour les entreprises des filières d'approvisionnement* recense les actions que les entreprises peuvent entreprendre pour mieux connaître leur base d'approvisionnement et choisir les territoires ainsi que les paysages où elles souhaitent s'impliquer. Il propose 10 étapes pratiques destinées à faciliter la collaboration entre les entreprises et des initiatives de développement durable sur place.

Partie 1 : Préparer son implication dans un paysage de production

1. Comprendre la base d'approvisionnement de l'entreprise
2. Recenser les paysages prioritaires
3. Choisir le type d'approche le plus adapté
4. Recenser et évaluer les initiatives existant dans le paysage retenu

Partie 2 : S'impliquer concrètement dans un paysage

5. Comprendre les motivations, les attentes et la prise de décisions à l'échelle locale
6. Définir les ressources disponibles et la nature de sa participation
7. Comprendre les mécanismes de gouvernance et instaurer des rapports de confiance
8. Prévoir et réaliser les interventions
9. Organiser la communication de l'entreprise
10. Suivre et évalue



Voir : <https://proforest.net/proforest/en/publications/ela-2.pdf> pour la version intégrale.

GHANA

Vers un paysage de production de cacao sans déforestation

Ce concept représente une chance à saisir pour l'action collective... dans le but d'assurer un paysage de production de cacao durable, résilient au changement climatique et qui n'entraîne pas de déforestation.

—Extrait de la note de synthèse du Programme de Proforest sur le paysage d'Asunafo-Asutifi (novembre 2019)

Présentation générale

La stratégie de REDD+ du Ghana cible la région de forêt dense du pays. Ce paysage de production et de protection d'une superficie d'environ 5,9 millions d'hectares comprend des secteurs spécialisés dans la production commerciale de bois, la culture du palmier à huile et de l'hévéa, et la cacaoculture, ainsi que des réserves de forêts protégées. L'expansion des terres cultivées, notamment pour la production de cacao, est encore actuellement l'une des principales causes de déforestation. L'intensification de la production de cacao, sa durabilité et son adaptation au changement climatique dans des zones spécifiques sont susceptibles

d'entraîner une baisse significative des émissions. Toutefois, on constate que les obstacles sociaux et environnementaux ne se limitent pas à un produit de base ; une démarche globale et inclusive est nécessaire. L'approche du paysage permet de réunir toutes les parties concernées pour cerner les problèmes, définir des objectifs communs et harmoniser les activités.

Les districts d'Asunafo et d'Asutifi font partie des « zones d'intervention névralgiques » pour la REDD+, selon le recensement de l'Office ghanéen des forêts. La participation du secteur privé au mécanisme de REDD+ est favorisée au moyen du Cadre commun pour l'action de l'Initiative pour le cacao et la forêt, auquel ont adhéré l'État ghanéen et une trentaine d'entreprises de la filière cacao. De nombreuses entreprises s'efforçant de mettre en place des chaînes d'approvisionnement en cacao plus durables, il faut un dispositif qui favorise la collaboration entre les entreprises et les instances publiques intervenant dans ce paysage.



Des cultivatrices de cacao ghanéennes expliquent comment s'occuper des vergers de cacaoyers. Crédit : Proforest, 2019.

Objectifs et approche adoptée

Le Programme sur les paysages de production (PPP) profite de la nouvelle coopération qui se dessine pour travailler avec le Programme de REDD+ pour le cacao et la forêt au Ghana dans les districts d'Asunafo et d'Asutifi. Il s'agit d'assurer la durabilité et la résilience au changement climatique de ce paysage de production du cacao et d'éliminer la déforestation liée à cette production en mettant en place un groupement d'entreprises privées dont l'objectif est de coopérer avec les cultivateurs, la société civile, les propriétaires terriens et les organismes publics. Une approche à l'échelle du paysage va permettre d'harmoniser les activités de collaboration avec le programme national de REDD+ et le Cadre commun pour l'action. Proforest anime et coordonne ce partenariat multiacteurs, et mobilise les ressources nécessaires au fonctionnement de la gouvernance du paysage.

Impacts

Proforest est une organisation neutre et crédible, idéalement placée pour animer la coordination et catalyser l'action. À ce jour, huit grandes sociétés privées ont accepté de participer à un groupement pour l'action à l'échelle du paysage : Cargill, Ecom, Lindt,

Mars, Mondelez, Olam, Sucden et Touton. La Fondation mondiale du cacao (World Cocoa Foundation) a également rejoint le groupement et assurera un rôle d'intermédiaire entre Proforest et ces huit entreprises.

Les sociétés souhaitent toutes améliorer la durabilité de leurs chaînes d'approvisionnement. Elles financent les études de référence qui serviront à élaborer un plan commun d'investissement et de gestion à l'échelle du paysage, lequel respectera la procédure de mise en œuvre du Programme de REDD+ pour le cacao et la forêt au Ghana. Ce plan permettra aux entreprises de calculer leur contribution aux objectifs de réduction des émissions dans le cadre du programme de REDD+, et d'honorer ainsi leurs engagements pris en vertu du Cadre commun pour l'action de l'Initiative pour le cacao et la forêt.

Cet exemple illustre l'atout que peut représenter la neutralité de l'organisation animatrice quand il s'agit de mettre en place des conditions susceptibles d'inciter les entreprises à travailler ensemble, plutôt qu'en opposition, à l'échelle d'un paysage. Il montre aussi que la mise en commun des ressources peut bénéficier à tous les acteurs, car elle permet de maximiser l'impact des actions entreprises.

GHANA

Adaptation des recommandations relatives aux paysages de production au contexte local

Proforest escompte que ces recommandations adaptées au cas spécifique du Ghana inciteront plus d'entreprises à mettre leurs activités en cohérence avec la stratégie de REDD+ et à prendre des mesures à l'échelle du paysage pour progresser dans la voie indiquée par ce mécanisme.

—Augustus Asamoah, chef principal de projet Proforest Afrique

Présentation générale

Les recommandations de Proforest dans le document *S'impliquer dans les initiatives à l'échelle du paysage* s'adressent aux entreprises désireuses de mettre en place des chaînes d'approvisionnement durables en accordant leur soutien à des initiatives existantes. Pour garantir leur pertinence dans une situation donnée, elles doivent être adaptées au contexte du paysage ou du pays d'application. En lien étroit avec l'Office ghanéen des forêts, Proforest met en place des partenariats pour l'action au sein du Programme de REDD+ pour le cacao et la forêt au Ghana (voir l'étude

de cas précédente). À la suite de ce travail en commun, l'Office a invité Proforest à compléter le document comprenant les recommandations en étudiant les difficultés et les possibilités de développement soulevées par les paysages forestiers au Ghana, et en alignant ces recommandations sur les procédures de mise en œuvre programme national de REDD+.

Objectifs et approche adoptée

Pour maximiser la participation au travail d'adaptation des recommandations, Proforest a organisé plusieurs réunions techniques et de concertation avec les acteurs, auxquelles ont été conviés l'administration des districts, dont la Direction régionale de l'agriculture, l'Office ghanéen du cacao (Ghana Cocoa Board) et le ministère pour l'Égalité hommes-femmes, l'Enfance et la Protection sociale. L'équipe de Proforest a ensuite modifié les recommandations en intégrant les observations et analyses des participants. Ce document sera finalisé courant 2020.



Formation aux bonnes pratiques de gestion du palmier à huile dans la palmeraie Benso pour les agents techniques du ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture du Ghana. Crédit : Proforest, 2019.

Impact

Le document d'adaptation des recommandations fournit un modèle opérationnel pour stimuler l'investissement privé et améliorer la productivité de la filière cacao. C'est également un bon outil de communication que l'Office ghanéen des forêts peut utiliser pour inciter plus de bailleurs de fonds et d'entreprises privées à soutenir le Programme de REDD+ pour le cacao et la forêt au Ghana.

L'adaptation des recommandations a permis à l'Office de tisser des liens étroits avec diverses entreprises

privées lors de discussions sur l'action possible à l'échelle du paysage dans le cadre de la REDD+. Ces liens généreront certainement d'autres réalisations ; la filière cacao représente un point de départ, préalable d'une adaptation de la collaboration à d'autres cultures ou d'autres produits de base (caoutchouc naturel par exemple) au moyen d'une approche à l'échelle du paysage. Les entreprises dont les chaînes d'approvisionnement englobent d'autres matières premières ont déjà manifesté leur intérêt pour ce type d'approches.

La formation comme moyen de soutenir les petits producteurs d'huile de palme

Trois millions de petits producteurs dans le monde représentent 40 % de la production mondiale. Leur contribution à une filière huile de palme durable peut donc être considérable. Toutefois, n'ayant pas de formation adaptée ni l'accès à des connaissances appropriées, leurs rendements sont faibles, tout comme leurs revenus.

Pour répondre à ce besoin et saisissant ce moyen d'agir pour la durabilité, Proforest a entrepris d'animer un partenariat pour aider certains petits producteurs ghanéens à mieux gagner leur vie. Ce projet est né de la collaboration entre Wilmar et la palmeraie Benso, deux sociétés qui souhaitent augmenter la part durable de leur approvisionnement en huile de palme, en engageant de nouveaux planteurs dans le cadre de programmes satellites. Il bénéficie du soutien financier du programme du Partenariat pour les forêts (P4F) dans le cadre de l'aide britannique au développement (UK Aid).

Grâce aux ressources combinées du P4F et du Programme pour la gouvernance forestière, les marchés et le climat, et en collaboration avec les entreprises, Proforest a dispensé des formations sur les bonnes pratiques dans le domaine de la gestion du palmier à huile, l'égalité hommes-femmes et l'inclusion, et le recensement et la gestion des hautes valeurs de conservation. Ces formations ont fourni un moyen de promouvoir des moyens de subsistance qui permettent de réduire la déforestation et la dégradation des forêts liées à la production d'huile de palme. Les participants comprenaient des agriculteurs et des agents de vulgarisation agricole. Les formations ont permis aux petits planteurs des programmes satellites de modifier leurs itinéraires de culture, d'exclure les zones de conservation de celles qui peuvent être cultivées et d'explorer des pistes de revenus. Ils ont aussi créé un comité communautaire de protection de la forêt. Grâce à une culture durable du palmier, ils ont pu accéder au marché de l'huile de palme certifiée et profiter des prix d'achat des huileries ne se fournissant qu'en fruits produits en conformité avec les critères du label de la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO).

En plus d'améliorer les conditions de vie des petits producteurs d'huile de palme, les formations ont permis de mettre en relation des acteurs différents, dont des entreprises privées, des organismes publics, des agents de vulgarisation agricole et des cultivateurs. Les liens tissés seront bénéfiques pour de futures formations et activités de vulgarisation.

LIBÉRIA

Une approche multiacteurs pour répondre aux enjeux du paysage

La formation, c'est important : il faut proposer des possibilités de formation aux entreprises, mais aussi aux dirigeants politiques, aux leaders d'opinion, aux porte-paroles communautaires et aux animateurs auprès de la jeunesse pour diminuer la méfiance et les conflits autour de l'attribution des terres pour la production de matières premières agricoles.

—Vero Heuston, Unión Personal Auxiliar de Casas Particulares au Libéria

Présentation générale

Propriétaire terrien de longue date, le Libéria concède l'exploitation de ses terres à des concessionnaires. En plus d'être perméable à la corruption, ce système ne prend pas en compte les besoins des exploitants actuels des terres. Il est générateur de conflits, bride la rentabilité commerciale et entrave la transition vers des paysages plus durables. Si la loi sur la réforme

agraire de 2018 renforce les droits des communautés sur la terre, elles doivent d'abord se constituer en entité juridique. Or, cela peut poser problème, surtout lorsque les villages des communes rurales sont éloignés et ont des besoins différents. Les conflits fonciers ont donc continué à entraver le développement, surtout dans le cas des cultures de rente comme l'huile de palme.

La création du Bureau national des concessions (NBC) répond à la nécessité d'accompagner la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des concessions foncières au Libéria. Avec le soutien financier du Programme des Nations Unies pour le développement, le NBC a créé 17 plateformes de dialogue animées par des villageois, qui sont les points focaux pour les concertations locales. Il a demandé à Proforest de réaliser une analyse des capacités pour évaluer quels étaient les besoins en accompagnement des animateurs et de leurs communautés. L'objectif était d'aider les communautés



Participants à une formation sur les processus multi-acteurs lors de la présentation d'Emmanuel Urey de Landesa. Celle-ci concernait la Loi sur les droits fonciers de 2018 et ses conséquences sur la production de matières premières agricoles. Crédit : Proforest, 2019.

à comprendre et à savoir exploiter la nouvelle législation sur les droits fonciers dans le but d'améliorer la durabilité des paysages.

Objectifs et approche adoptée

L'évaluation des besoins a montré que les 17 animateurs de village ne savaient pas bien comment s'y prendre pour initier un dialogue avec les acteurs, assurer la neutralité de la plateforme et désamorcer les conflits lors des débats sur l'utilisation des terres. Proforest a donc proposé d'organiser des formations sur les processus multiacteurs en partenariat avec le NBC, l'organisation pour les droits fonciers, Landesa, et une organisation locale pour le développement durable, SESDev. Il s'agissait de mettre en place une plateforme neutre de dialogue et de développer la capacité des animateurs de village à résoudre les conflits, ainsi que de renforcer les connaissances relatives à un certain nombre d'enjeux environnementaux et sociaux liés à la production de matières premières agricoles au Libéria. La première formation qui s'est tenue en octobre 2019 a bénéficié de la participation des 17 animateurs nommés par le NBC, de la Plateforme libérienne pour le palmier à huile, du ministère de l'Agriculture et d'organisations non gouvernementales et de la société civile.

Impacts

Une évaluation réalisée après la formation a montré que les animateurs ont mis à profit leurs connaissances pour repérer les acteurs principaux et organiser des événements multipartites de manière indépendante. De plus, ils ont défini des critères pour le recrutement d'animateurs supplémentaires, avec l'impossibilité d'engager toute personne qui serait impliquée dans une situation de conflit potentiel.

Le NBC a créé un groupe WhatsApp de suivi des progrès, qui a évolué en système de communication à double sens. Les animateurs mettent à jour leur statut et peuvent aussi demander des informations précises au NBC ou d'autres sources. Ce moyen de communication fournit des actualités utiles pour mieux cibler les formations et les adapter en vue d'une utilisation plus large.

Proforest est en train de mettre au point un programme de formation en ligne sur la base des retours des animateurs. Les exemples tirés de la réalité constituent un retour d'expérience utile, riche en enseignements pour les autres. Les formations dispensées ont montré qu'il était important de prendre en compte le niveau d'instruction des participants avant de concevoir les supports de formation. Proforest a donc élaboré un

questionnaire en ligne qui servira à mieux cibler les formations en fonction du niveau des participants. Les formations prévues concernent la prise en compte

des questions liées aux spécificités des sexes, la responsabilité sociale des entreprises et les paysages à haute valeur de conservation.

Reconnaissance de la contribution des femmes aux paysages durables

Au Libéria, la contribution des femmes à la sécurité alimentaire et à l'économie du Libéria n'est pas du tout reconnue à sa juste valeur alors qu'elles représentent plus de la moitié des exploitants agricoles du pays. Le travail de Proforest dans le cadre du PPP a consisté notamment à cerner les difficultés à surmonter dans le cadre d'une transition vers des paysages durables, dont les inégalités entre les hommes et les femmes et l'inclusion de ces dernières dans la prise des décisions étaient les plus importantes. Un rapport d'analyse a été élaboré, avec comme objectif de mieux comprendre l'effet différencié des politiques, des lois et des initiatives en matière de déforestation, d'inclusion des petits exploitants et de travail forcé et des enfants, sur les femmes et les hommes dans les filières cacao, huile de palme, hévéa et l'industrie du bois au Libéria. Il s'agissait de repérer les lacunes présentées par ces politiques ainsi que les difficultés qu'elles soulèvent et d'utiliser les travaux du programme pour combattre les inégalités entre les sexes et faire valoir les droits des femmes.

En novembre 2019, Proforest a organisé un atelier de sensibilisation et de retour d'information sur les résultats. L'action engagée sur la question de l'égalité hommes-femmes a non seulement abouti à l'élaboration de recommandations pour l'avenir, mais elle a aussi eu des répercussions plus globales. En effet, comme le souligne le ministère de l'Agriculture, ces travaux sur les questions de genre éclaireront l'élaboration d'un programme sur la sécurité alimentaire. D'autres ministères se tournent à présent vers Proforest pour la conception d'initiatives adaptées, et le secteur privé a créé un groupe de travail sur le genre pour les filières et les paysages du cacao et du palmier à huile. Ces travaux sur le genre qui ont rassemblé des acteurs publics, privés et de la société civile sont en train de créer une communauté diversifiée tournée vers l'action, qui pourrait engendrer une transformation de grande ampleur.

« Pour s'atteler à la question des femmes dans le monde agricole, une approche globale est nécessaire, tant pour renforcer les capacités et les politiques institutionnelles que pour sensibiliser les acteurs principaux, le but étant de faciliter l'accès des femmes à la formation et au soutien dont elles ont besoin », affirme Zina Gbarbea, qui a participé à l'atelier. Cette militante pour l'autonomisation des femmes par les marchés se félicite de l'intervention du PPP, dont le potentiel en termes d'impact lui paraît important.

Voir : <https://proforest.net/en/publications/gender-assessment-of-the-policy-environment-in-relation-to-the-cocoa-oil-palm-rubber-and-timber-value-chains-in-liberia>

CAMEROUN

Coordonner l'action publique et privée en vue de la REDD+

Grâce à son expérience en Afrique de l'Ouest, nous savons que Proforest peut nous aider à encourager le secteur privé à participer au processus de REDD+ au Cameroun.

—Maxime Nguemadji Moussa, Secrétariat technique national REDD+

Présentation générale

Selon la stratégie de REDD+ du Cameroun, les entreprises privées ont un rôle déterminant à jouer dans la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts. Toutefois, la plupart des entreprises ne collaborent pas encore activement avec le mécanisme

national. Les principaux facteurs de déforestation sont la croissance du secteur agro-industriel, notamment les filières huile de palme et hévéa, et le développement des petites exploitations de cacao et de café. Une approche à l'échelle du paysage paraît donc être une stratégie judicieuse. Le programme PPP du Cameroun centre ses efforts sur le programme de réduction des émissions dans le plateau de forêt humide du Sud du pays, principale initiative à l'échelle du paysage selon la stratégie nationale de REDD+. Cette région abrite la plupart des forêts restantes du Cameroun, où il existe une production commerciale de bois, de cacao,

d'hévéa et d'huile de palme. Quand Proforest a amorcé un dialogue avec les acteurs concernés sur la mise en œuvre du programme PPP au Cameroun au début de 2019, le Secrétariat technique de REDD+ l'a invité à prendre en charge l'animation de la participation du secteur privé.

Objectifs et approche adoptée

Il s'agit de rassembler des acteurs privés et publics afin de les aider à mieux se connaître et comprendre leurs façons respectives de voir les choses. L'objectif ultime étant de favoriser la participation du secteur privé dans les initiatives pour le développement durable, dont le travail autour du mécanisme de REDD+.

Impacts

Avec comme objectif principal le recensement des acteurs et leur sensibilisation, un exercice de terrain et plusieurs ateliers ont constitué le point de départ d'un renforcement des capacités sur plusieurs points relatifs au développement, en conformité avec les stratégies publiques. L'équipe de Proforest a pu mettre en place un dispositif de formation sur diverses questions relatives à l'égalité hommes-femmes et l'abolition du travail des enfants, ainsi qu'un travail de promotion de l'approche du paysage comme moyen de mettre en œuvre la stratégie nationale de REDD+.

En septembre 2019, Proforest a organisé un atelier et une table ronde en collaboration avec le ministère

de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable. Le dialogue amorcé à cette occasion a débouché sur l'idée d'un plan d'action susceptible d'accroître la mobilisation du secteur privé. Ont participé à ce groupe de travail des entreprises des filières cacao, hévéa et huile de palme, ainsi qu'une diversité d'acteurs comprenant des coopératives agricoles, des syndicats professionnels, la société civile et les ministères concernés. Les participants se sont accordés sur l'importance de la neutralité pour un espace de dialogue, ainsi que sur la nécessité d'améliorer la communication multiacteurs autour des questions relatives à la REDD+. Ils se sont engagés à mieux communiquer, à actualiser le recensement des acteurs privés, à collaborer avec les parties prenantes prioritaires à l'échelle locale, et à élaborer et appliquer un plan de participation du secteur privé. L'équipe a également décidé de créer des partenariats avec d'autres organismes, comme la Tropical Forest Alliance.

Des résultats encourageants ont déjà été obtenus, une réunion sur la REDD+ organisée en novembre 2019 ayant enregistré une augmentation de la participation du secteur privé. En raison de la COVID-19, il a été nécessaire de reporter un atelier de remontée d'informations sur les recommandations ébauchées concernant l'implication dans les initiatives du paysage au Cameroun.



Réunion de sensibilisation et de renforcement des capacités. Crédit : Claude Tatuebu, 2019.

CHINE

Recommandations sur la durabilité pour les entreprises chinoises ayant une activité à l'étranger

Nous souhaitons exprimer notre gratitude à Proforest pour avoir entrepris l'élaboration de l'outil « Recommandations pour un caoutchouc naturel durable » lors de l'InFIT Phase 1, et cette collaboration sur la voie d'un développement durable de la filière caoutchouc naturel.

—Secrétariat du projet caoutchouc, CCCMC

Présentation générale

L'évolution de la demande mondiale en caoutchouc entraîne une prise de conscience des effets sociaux et environnementaux de la production et de la transformation de ce produit de base, ainsi que de son impact en matière de gouvernance. La Chine est un des principaux pays investisseurs dans la production de caoutchouc naturel à l'international, et constitue l'un des plus gros importateurs et transformateurs. La contribution du pays à la définition de critères pour des chaînes d'approvisionnement durables peut donc être importante.

En 2017, Proforest a commencé à collaborer avec la Chambre de commerce chinoise des importateurs et exportateurs de métaux, minéraux et produits chimiques (CCCMC) sur la question de la mise au point de recommandations relatives à la durabilité pour ses membres ayant des activités à l'étranger. Élaborées

sous la houlette du Programme pour l'investissement et les échanges commerciaux internationaux relatifs à la forêt (InFIT) et selon une approche multiacteurs, les *Recommandations pour un caoutchouc naturel durable* constituent le premier référentiel exhaustif pour la filière mondiale du caoutchouc naturel, intégrant la prise en compte des risques.

Objectifs et approche adoptée

Les entreprises chinoises sont de plus en plus présentes dans le domaine de l'investissement, de la production, du commerce et de la transformation de nombreux produits de base agricoles. Il est donc indispensable d'accompagner les institutions et les organismes chinois comme la CCCMC qui souhaitent élaborer des recommandations pour leurs membres et participer aux initiatives de développement durable concernant la production de matières premières agricoles et l'approvisionnement des entreprises en ces produits.

Proforest a joué un rôle capital : elle a initié un rapprochement entre ses contacts dans le secteur privé et l'initiative sur le caoutchouc naturel lancée par l'État chinois. Avec l'appui de la CCCMC, de l'InFIT et d'experts internationaux, Proforest a apporté une assistance technique en vue de l'élaboration des recommandations



Membres de l'équipe consultative d'experts à laquelle Proforest a participé, dont le travail a été récompensé au colloque sur le caoutchouc naturel durable qui s'est tenu à Beijing en 2018. Crédit : CCCMC, 2018.

pour un caoutchouc naturel durable, présentées aux acteurs principaux lors du colloque sur le caoutchouc naturel durable et la présentation des résultats du projet, qui s'est tenu en janvier 2018 à Beijing.

En mai 2019, la CCCMC a organisé une autre réunion à Shanghai à l'attention des acteurs intéressés par le caoutchouc naturel durable, dont des fonctionnaires de l'État chinois et des entreprises de la filière. Les recommandations sur le caoutchouc naturel durable seront soumises à l'épreuve des réalités de terrain lors de la deuxième phase de l'InFIT.

Proforest a en outre facilité la mise en relation de la CCCMC et d'Halcyon Agri pour que ces recommandations soient testées par les filiales de cette dernière, dans les plantations HeveCam et SudCam, situées au Cameroun. Pour consolider les liens entre la CCCMC, l'InFIT et Halcyon, l'équipe PPP a organisé une visite des plantations HeveCam et SudCam pour les représentants chinois de l'InFIT et de la CCCMC, laquelle a eu lieu en septembre 2019. Par la suite, la CCCMC et Halcyon Agri ont signé un protocole d'accord pour encadrer la poursuite des essais de terrain et des mesures complémentaires pour la durabilité.

Impact

Il s'agit d'une des premières preuves de soutien de l'État chinois à l'élaboration de recommandations de développement durable pour les entreprises chinoises ayant des activités d'investissement ou d'exploitation à l'étranger. Outre la réduction des effets préjudiciables sur les paysages de production, les recommandations sur le caoutchouc naturel durable faciliteront à terme les investissements dans une filière responsable. Ce travail servira d'exemple et pourrait avoir des répercussions pour diverses matières premières produites dans les paysages du monde entier. Le protocole d'accord entre la CCCMC et Halcyon illustre le mode de fonctionnement d'un nouveau type de partenariat public-privé impliquant un organisme public chinois. Outre le renforcement par Halcyon de ses procédures et pratiques de développement durable, cette collaboration officielle permettra à la CCCMC d'éprouver les possibilités réelles d'application des recommandations sur le caoutchouc naturel, et de concourir à la mise au point de critères et d'outils robustes qui pourront être adoptés plus largement au sein de la filière caoutchouc naturel.

INDONÉSIE

Pour des chaînes d'approvisionnement durables en huile de palme

Nous devrions nous retrouver plus souvent pour échanger des idées.

—Suharyono, directeur de l'Agence pour la conservation des ressources naturelles de la province de Riau en Indonésie

Présentation générale

L'Indonésie est le premier producteur mondial d'huile de palme, et 96 % de la production nationale provient des îles de Bornéo et de Sumatra. L'extension des palmeraies, principalement en monoculture, aux dépens de la forêt tropicale humide à la biodiversité abondante et des tourbières riches en carbone a alerté l'opinion internationale sur la nécessité d'un modèle de production plus durable. De nombreuses entreprises cherchent donc à mettre en place des chaînes d'approvisionnement durables en huile de palme, ce qui a conduit l'État indonésien à adopter le dispositif ISPO (huile de palme indonésienne durable), visant à réduire les émissions de carbone, à mettre en avant les enjeux environnementaux et à soutenir la durabilité de la filière huile de palme.

Les districts de Siak et Pelalawan dans la province de Riau sur l'île de Bornéo produisent de l'huile de palme

depuis longtemps, et comportent un grand nombre de petits producteurs indépendants. La province de Riau connaît également une déforestation importante et de nombreux feux de forêt. Le travail de Proforest dans cette région a consisté à établir un partenariat avec Daemeter Consulting dans le cadre du groupement CORE (Consortium of Resource Experts) pour favoriser la production durable et l'approvisionnement responsable. Ce groupement harmonise son action avec les initiatives publiques existantes. De plus, le district de Siak est un membre fondateur de l'association des districts durables (LTKL pour Lingkar Temu Kabupaten Lestari), grâce à laquelle les districts conjuguent leurs efforts de recherche d'investissements privés et de subventions pour le climat en vue de financer leur action en faveur de la durabilité.

Objectifs et approche adoptée

L'action globale du PPP en Indonésie consiste à nouer le dialogue avec ces plateformes et initiatives et à en tirer les enseignements. Ce processus d'apprentissage a contribué à l'élaboration des recommandations du document de Proforest *S'impliquer dans les initiatives*

à l'échelle du paysage, destinées aux entreprises de la filière qui participent à des initiatives à l'échelle de paysages ou de territoires. En parallèle, l'équipe de Proforest a tissé des liens avec les autorités du district, les organisations de la société civile et les entreprises au travers du PPP, dans le but de créer un cadre propice à la collaboration avec le secteur privé.

L'équipe de Proforest tire également les enseignements du Programme sur le paysage de Siak-Pelalawan (SPLP), pour lequel elle collabore avec Daemeter Consulting dans le cadre du CORE. Ce groupement a facilité la création d'une coalition de sept grands acheteurs d'huile de palme et de sociétés du secteur des biens de consommation, qui interviennent dans les deux districts : Cargill, Danone, Golden Agri-Resources, Musim Mas, Neste, PepsiCo et Unilever. Ces multinationales ont accepté de travailler ensemble et de cofinancer la mise en œuvre d'un programme à l'échelle du paysage qui leur permettrait de répondre aux critères relatifs aux chaînes d'approvisionnement durables. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement d'une réflexion entreprise pour proposer une définition commune de la production durable et inclusive. Elle vise aussi à promouvoir la collaboration avec l'initiative des districts écologiques menée par les autorités de Siak et des partenaires de développement comme LTKL et la Tropical Forest Alliance.

L'objectif du programme SPLP est de faire évoluer les pratiques de production vers plus de durabilité dans une grande partie de ces districts, avec la production d'une huile de palme sans déforestation ni exploitation humaine et le maintien ou le renforcement de zones de conservation essentielles. Un grand principe du programme est de susciter l'adhésion des acteurs locaux et la collaboration entre les parties prenantes ayant des intérêts communs, étant donné le grand nombre d'initiatives pour le développement durable mises en œuvre dans cette région. Dans cette optique, le groupement CORE initie le rapprochement entre les communautés, les autorités locales, les unités de transformation et les principaux collectifs de parties prenantes et facilite la coordination entre ces différents groupes d'acteurs.

En 2019, le groupement a également lancé une autre collaboration entre la coalition d'entreprises privées et les autorités du district de Siak visant à soutenir l'Initiative des districts écologiques dont elles étaient à l'origine, également dans le cadre du programme SPLP. Il s'agit d'œuvrer pour un paysage de production durable de l'huile de palme assurant la protection de l'environnement et la subsistance de la population grâce à la mise en cohérence des engagements d'approvisionnement des entreprises et des objectifs de développement du district. Cette initiative consistait



Les acteurs locaux partagent leur point de vue au moyen de la « trame pour la construction d'une proposition de valeur » dans le cadre d'un exercice de réflexion conceptuelle. Cette activité organisée par l'un des partenaires de Proforest, l'association des districts durables (LTKL), visait à dégager les intentions et les conceptions communes des nombreux acteurs quant aux actions à mettre en œuvre par la population de Siak pour atteindre les objectifs de la politique des districts écologiques. Du point de vue du PPP, cette activité présente de fortes similitudes avec l'étape 5 du document *S'impliquer dans les initiatives à l'échelle du paysage*, qui vise à comprendre les motivations, les attentes et la prise de décisions au niveau local. Crédit : Proforest, 2019.

à créer un espace pour l'échange et l'entente au sein d'une plateforme multiacteurs.

Impacts

Le PPP a contribué à créer des conditions propices au dialogue entre le secteur privé, et les autorités et les organisations de la société civile à l'échelle locale. Le programme SPLP a également permis de mieux comprendre les mécanismes de collaboration et les modalités de coopération entre les entreprises et d'autres catégories d'acteurs dans les paysages de production. Les enseignements du programme ont été intégrés dans le document *S'impliquer dans les initiatives à l'échelle du paysage* qui rassemblent des recommandations pour les entreprises de la filière et ont permis de les adapter au contexte local. Ces recommandations ont été bien accueillies par les acteurs privés de la filière huile de palme. « Toutes les étapes me paraissent logiques », déclare Ian Suwarganda, directeur de la stratégie et du plaidoyer à Golden Agri-Resources (l'une des plus grandes sociétés de plantations de palmier à huile). « La difficulté réside dans les détails ; pour réaliser une avancée significative, nous devons entraîner les grandes marques, et nous devons sensibiliser les communautés à l'écologie

élémentaire de façon qu'elles puissent exiger des politiques durables à leurs dirigeants et une production durable aux compagnies. »

De plus, les recommandations ont été communiquées à l'industrie de la pâte à papier et du papier qui contribue également à la déforestation et aux feux de forêt à Riau, et à la filière cacao dans la province de Sulawesi du Sud.

La coalition du secteur privé crée un environnement propice à la hausse des investissements dans les chaînes d'approvisionnement durables en huile de palme, particulièrement dans le district de Siak. Cet exemple illustre les avantages de la collaboration entre les secteurs public et privé autour d'objectifs communs, Proforest et Daemeter mutualisant leurs ressources et jouant un rôle moteur et de garant de la neutralité pour gagner la confiance des sociétés privées. « Avec ce nouveau modèle de collaboration pour réaliser une vision commune... nous espérons que l'ensemble des communautés, des ONG et des entreprises privées prendront soin de l'environnement, surtout des tourbières et des forêts, de manière qu'il n'y ait plus de feux », déclare M. Alfredi, directeur du conseil du district de Siak.

INDONÉSIE

Soutenir les réseaux villageois pour la durabilité

Cette formation a changé ma façon de voir concernant la relation entre les communautés et l'économie, et aussi entre les communautés et l'écosystème.

—Rafi Merbamas, animateur de village pour l'Agence de restauration des tourbières et coordinateur du réseau des professionnels de Riau

Présentation générale

Le réseau des animateurs de village a été créé en 2019 pour répondre à l'urgence représentée par la dégradation des tourbières et les feux de forêt dans la province de Riau en Indonésie. Cette région qui abrite des écosystèmes forestiers et de tourbière d'une grande valeur écologique est également l'une des principales régions productrices d'huile de palme, avec un grand nombre d'huileries et de petits producteurs. Le rôle moteur joué par Proforest, qui assure la promotion de l'approvisionnement responsable et la mise en relation avec le secteur privé de cette région, fait qu'elle est un partenaire naturel pour l'Agence de restauration des tourbières (BRG ou Badan Restorasi Gambut), l'organisme financé par l'État qui est à la tête de l'initiative.

Objectifs et approche adoptée

Il s'agit essentiellement d'un projet d'autonomisation communautaire dont l'objectif est de mobiliser des ressources, de sensibiliser les acteurs et d'informer les communautés locales sur les paysages durables, mais aussi de favoriser d'autres perspectives de développement des moyens de subsistance. La création d'un réseau d'animateurs de village constitue aussi un point de départ intéressant pour organiser un dispositif de formation communautaire, stimuler les échanges de connaissances et recueillir les réactions à l'échelle locale.

Impacts

Proforest a organisé une série de formations destinées aux animateurs de village pour les sensibiliser aux problématiques des hautes valeurs de conservation (HVC), de l'approche haut stock de carbone (HSC) et de l'égalité hommes-femmes. Des formations complémentaires ont été prévues en 2020 sur le consentement libre, informé et préalable (CLIP) et

l'évaluation des impacts sociaux. Outre le renforcement des capacités des acteurs locaux, ces sessions ont permis aux communautés et aux acteurs publics de tisser des liens. Il y a bon espoir que cela attirera l'investissement des entreprises privées qui soutiennent la durabilité dans leurs chaînes d'approvisionnement, à l'instar de Cargill qui a aidé les petits exploitants à évaluer les paysages HVC en 2017.

Dans une région reculée comme le district de Riau, il est particulièrement important de mobiliser un réseau

de personnes provenant de la communauté, car les organismes publics et les ONG intervenant dans le domaine de la durabilité sont situés loin du district et leurs contacts avec la population sont espacés. De plus, les animateurs de village renforcent l'adhésion de la communauté aux initiatives à l'échelle du paysage, mais ils constituent aussi des relais pour la diffusion des informations, avec des répercussions qui peuvent s'étendre à la région environnante et à différents produits de base.



Des membres du réseau des animateurs de village de la province de Riau se rendent dans la forêt pour se former sur la notion du haut stock de carbone (HSC). Crédit : Proforest, 2019.

Résumé, enseignements et prochaines étapes

Les études de cas présentées dans ce document montrent que le Programme sur les paysages de production a accompagné la phase initiale de l'harmonisation entre les actions des entreprises pour la durabilité dans leurs chaînes d'approvisionnement, et les mécanismes de développement des pouvoirs publics. Elles indiquent aussi que les partenariats et la collaboration créent un terrain favorable à l'investissement de nombreux acteurs dans des pratiques de production plus durables.

Les actions en cours au Cameroun, au Ghana, en Indonésie et au Libéria nous ont permis d'élaborer, de tester et d'adapter les recommandations du document *S'impliquer dans les initiatives à l'échelle du paysage* aux contextes nationaux. Les observations et les enseignements livrés par le travail mené avec les acteurs publics, privés et de la société civile ont

été essentiels pour éclairer cette adaptation. Les recommandations ont reçu un accueil favorable au Ghana où elles ont été appliquées. Adaptées au contexte du pays, elles ont été approuvées par l'Office des forêts dans le cadre de la procédure de mise en œuvre du Programme de REDD+ pour le cacao et la forêt au Ghana. Les futurs axes de travail de Proforest comprennent la filière soja au Brésil, pays où elle aide les acheteurs à choisir le lieu géographique et les modalités de leur participation à des initiatives à l'échelle du paysage pour réduire la déforestation liée à la production de cette matière première. S'appuyant sur les leçons tirées du Ghana et de l'Indonésie et sur son implication au Brésil, Proforest a élaboré un document de travail intitulé *Amplification de l'action pour la mise en œuvre de politiques d'approvisionnement en soja*.

Le marché de la Chine constitue une cible privilégiée pour son travail axé sur la demande. Proforest accompagne la CCCMC, qui élabore et teste des recommandations précises en matière de durabilité à l'intention de la filière caoutchouc. Dans ce cadre, elle envisage de tester les *Recommandations pour un caoutchouc naturel durable* au Cameroun, grâce à la relation qu'elle a instaurée avec Halcyon Agri. Par ailleurs, la CCCMC ayant prévu de réaliser des essais pour tester ses recommandations en Asie du Sud-Est, Proforest est en train de recenser des entreprises locales et d'autres entités qui seraient susceptibles d'y prendre part. Ces essais permettront de valider les recommandations et de vérifier qu'elles sont applicables dans diverses situations.

Le travail de Proforest en Indonésie met en exergue l'intérêt de la collaboration avec le secteur privé. Si de nombreux fournisseurs sont confrontés à des problèmes de durabilité, ils ne peuvent pas toujours les résoudre seuls. De plus en plus d'entreprises ont conscience de l'intérêt de collaborer avec les autorités locales pour assurer une production responsable à grande échelle. Pour atteindre cet objectif, une

organisation environnementale ou de développement est indispensable, car elle peut assumer un rôle moteur tout en restant neutre, ce qui permet de gagner la confiance des entreprises participantes même si cela peut prendre du temps.

La collaboration permet de mutualiser les ressources, mais aussi les risques, comme le montre une étude bilan sur le travail mené par Proforest pour accroître la participation du secteur privé à l'initiative du paysage en Indonésie. L'association de différentes catégories d'entreprises (producteurs, négociants et acheteurs) permet de mettre en place une collaboration dans toute la chaîne de valeur. Toutefois, un nombre trop élevé de partenaires risque de rallonger les délais de réponse et de perturber la coordination. Cette étude indique également que la neutralité de l'organisation motrice est essentielle pour favoriser la coopération entre des entreprises concurrentes, ayant des intérêts commerciaux divergents, et que l'engagement des autorités locales en faveur de la durabilité est un facteur crucial, qui doit se traduire par des politiques et des actions concrètes.

L'approche à valeur ajoutée de Proforest

- Les initiatives multiacteurs rassemblent une communauté tournée vers l'action, dont l'effet global sera supérieur aux effets obtenus isolément grâce à un phénomène de synergie.
- Le dialogue et la collaboration sont importants pour l'échange des connaissances et des acquis de l'expérience. Ils renforcent aussi la confiance et l'adhésion des acteurs appartenant à des horizons divers (instances publiques, secteur privé, société civile), d'où des engagements plus durables et des actions plus constructives.
- Le renforcement des capacités, et plus généralement, les programmes multiacteurs, incitent au dialogue et représentent un point de départ pour des actions à fort impact, comme l'intégration des questions de genre ou l'extension des activités à d'autres produits de base.

Contact

Pour en savoir plus sur le Programme pour les paysages de production, merci de prendre attache avec Sophie Higman (sophie@proforest.net).

Remerciements

Proforest exprime sa gratitude au Programme pour la gouvernance forestière, les marchés et le climat (FGMC) pour son appui au Programme pour les paysages de production.

info@proforest.net



Le Programme de Proforest sur les paysages de production (PPP) est financé par l'aide publique au développement du Royaume-Uni (UK Aid) dans le cadre du Programme pour la gouvernance forestière, les marchés et le climat.

Coordonnées de Proforest :

Bureau international
(Royaume-Uni)
T: +44 (0) 1865 243 439
E: info@proforest.net

Afrique (Ghana)
T: +233 (0)302 542 975
E: africa@proforest.net

Amérique latine (Brésil)
T: +55 (61) 3879 2249
E: latinoamerica@proforest.net

Amérique latine (Colombie)
T: +57 (2) 3481791
E: latinoamerica@proforest.net

Asie du Sud-Est (Malaisie)
T: +60 (0)3 2242 0021
E: southeastasia@proforest.net